

Opinion | L'Allemagne doit se ressaisir

Le coup froid entre la France et l'Allemagne ne doit pas virer au divorce. L'avenir de l'Europe est en jeu. Mais pour ce faire, notre voisin outre-Rhin doit penser dans une perspective véritablement européenne, explique Jean-Dominique Giuliani.



Le président français Emmanuel Macron reçoit le chancelier allemand Olaf Scholz à l'Élysée le 26 octobre 2022. (REUTERS/Sarah Meyssonier)

L'Allemagne est en grandes difficultés. Pour elle, en quelques mois, tout le paysage de l'après-guerre s'est trouvé bouleversé : sa sécurité assurée quasi gratuitement par l'Otan et les États-Unis, ses approvisionnements énergétiques à bas coût garantissant [la compétitivité d'une industrie d'abord exportatrice](#), notamment vers la Chine qui se ferme, des industries traditionnelles solides, aujourd'hui bousculées par la révolution numérique ; enfin des politiques de discipline budgétaire et monétaire qui exigent désormais le retour des interventions publiques. L'ordo-libéralisme est mort mais les Allemands ne veulent pas aller officiellement à son enterrement !

Pour affronter ces défis, une coalition hétéroclite s'appuie sur un SPD divisé et pacifiste, des libéraux attachés à des dogmes budgétaires dépassés et des Verts toujours anti-nucléaires. Olaf Scholz a donc fort à faire « à la maison » et semble reléguer au second plan une vision européenne ambitieuse et la coopération indispensable avec son principal partenaire du continent.

Comme à chaque fois qu'un nouveau gouvernant accède aux affaires dans l'un des deux pays, il cherche à relativiser la relation franco-allemande avant de constater rapidement, qu'elle est incontournable.

Inexpérience d'Olaf Scholz

Avec l'Allemagne, a priori, la France n'est spontanément d'accord sur rien et nous sommes régulièrement en désaccord sur beaucoup de problématiques de court terme. En revanche, dès que nous levons le regard vers un plus long terme, nos intérêts convergent et nos efforts communs entraînent facilement nombre de ralliements en Europe. Un désaccord franco-allemand tétanise nos partenaires européens ; un accord entre l'Allemagne et la France les rassurent.

Le Chancelier Scholz a tort de sous-estimer la relation avec la France. Critiqué pour cela fortement chez lui par le Bundestag et la presse, sa défiance n'est peut-être due qu'à son inexpérience car sur beaucoup de sujets - énergie, Défense, Europe - la France avait vu juste.

En réalité, les différends pourraient être facilement surmontés. Les plans nationaux déclenchés pour protéger nos économies et nos citoyens contre l'explosion des prix de l'énergie seraient bien plus efficaces s'ils étaient coordonnés qu'ils ne le seront sur le plan national.

La récession qui s'annonce

[En matière de Défense](#), les programmes décidés en commun entre Emmanuel Macron et Angela Merkel pourraient facilement voir le jour en respectant strictement ce qui était convenu : un seul maître d'ouvrage étatique, un industriel maître d'oeuvre identifié, responsable du programme, les technologies acquises par les acteurs protégées et garanties mais les percées techniques à venir partagées, des règles d'exportation qui restent nationales pour éviter les aléas politiques incertains. A ces conditions, l'avion de combat du futur pourrait rapidement voir le jour, le drone européen voler enfin et une industrie terrestre commune, chars, engins blindés, connaître bien plus de succès.

Enfin, il est temps d'enterrer les vieilles lunes qui hantent encore quelques esprits outre-Rhin. Il ne sert à rien de multiplier les pressions sur la BCE pour augmenter trop vite et trop fort les taux d'intérêt et accroître ainsi la récession qui s'annonce. Essayons d'apprendre du passé, notamment de la crise grecque, largement aggravée par l'incompréhension allemande d'alors.

Une «préférence américaine»

Aujourd'hui, l'inflation en Europe est principalement due aux prix de l'énergie, manipulés à des fins politiques par la Russie. Nous ne sommes pas dans la situation des Etats-Unis, dont l'économie est en surchauffe. Rien ne sert donc de les copier de manière pavlovienne.

L'Allemagne doit se ressaisir et d'abord penser dans une perspective européenne. Elle a la chance que son interlocuteur français puisse la comprendre, mais la France attend d'elle une vraie vision qui ne saurait se contenter de l'élargissement et de ce qu'on pourrait comprendre comme une « préférence américaine ». Sa responsabilité est d'abord européenne. Elle ne la remplira qu'en accord avec son partenaire privilégié, la France, qui l'attend.

Jean-Dominique Giuliani, *président de la Fondation Robert-Schuman*